

Justin Vaïsse

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste des États-Unis, enseignant à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Auteur, entre autres publications, de : *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Autrement, 2003 (avec Pierre Hassner).

ETATS-UNIS : L'HIVER DU NEOCONSERVATISME

Il s'est passé quelque chose d'extraordinaire dans la politique étrangère américaine au cours des années 2002 et 2003. L'idéologie a résolument pris le pas sur les autres aspects qui déterminent traditionnellement les décisions de Washington. Pendant cette courte période, la plus grande puissance internationale de l'histoire a fondé ses choix diplomatiques, y compris l'invasion d'un pays lointain, sur une vision idéaliste et théorique de l'évolution démocratique des civilisations. Les intérêts classiques — la préservation des équilibres géopolitiques, l'appât du gain économique ou commercial, la volonté d'agrandir le territoire national, le calcul électoral intérieur, etc. — ont été momentanément mis de côté. Certes, ces considérations n'ont jamais disparu, mais elles ont vu leur importance reculer au profit de l'idéologie.

Le vieil impératif politique qui impose de voir le monde tel qu'il est plutôt que tel que l'on souhaiterait qu'il soit a été clairement inversé de la fin 2001 au début 2004. Plus que l'ignorance du monde extérieur dont on l'a souvent accusée, c'est une confiance excessive dans sa capacité à rendre ce monde conforme à ses vues qui explique la ligne suivie par l'administration Bush. Une confiance telle que le gouvernement américain a fini par tomber dans ce mélange d'illusions et de vœux pieux que les anglophones appellent le “ *wishful thinking* ”.

Le journaliste Ron Suskind a rapporté une conversation révélatrice qu'il a eue avec un conseiller haut placé du président Bush à l'été 2002. Celui-ci lui a expliqué, un brin condescendant, qu'il y avait deux types de personnes : celles qui, comme Suskind et la plupart des journalistes, s'appuient encore sur la réalité telle qu'elle se présente pour comprendre le monde, et les celles qui sont au courant des nouvelles règles. Car d'après ce conseiller, “ les choses ne fonctionnent plus comme avant. Nous sommes un empire, désormais ; quand nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudierez cette nouvelle réalité [...], nous continuerons d'agir, créant d'autres réalités nouvelles, que vous pourrez étudier à leur tour, et ainsi de suite. Nous sommes les acteurs de l'histoire... et il ne vous restera à vous autres, qu'à étudier ce que nous faisons ” (1). On sait que lorsque l'action n'y a pas suffi, l'Administration Bush a souvent essayé d'influencer les opinions publiques en “ travaillant ” les médias américains, irakiens ou afghans — et cela, afin qu'ils offrent un tableau du monde plus conforme à l'idéologie du moment (2).

En ce début d'année 2006, l'heure n'est plus à l'idéologie. Plus précisément, l'idéologie reste prégnante, spécialement chez le président Bush, mais elle n'est plus régnante : elle n'a plus les moyens de ses ambitions. La réalité s'est vengée et a imposé un retour au réalisme. Depuis 2004, nous vivons une phase nouvelle de la politique étrangère de George Bush, une phase que l'on pourrait appeler “ post-idéologique ” ou, plus spécifiquement — si le néologisme n'était aussi barbare —, “ post-néoconservatrice ”. La diplomatie de Washington est à présent dominée par la figure de Condoleezza Rice, la secrétaire d'État qui, sans doute par nécessité plus que par choix, est la grande ordonnatrice de ce retour forcé au réalisme. Reste à savoir si le monde que prépare cette nouvelle position sera plus stable et plus favorable à la paix, à défaut de promettre des lendemains démocratiques qui chantent.

Comment en est-on arrivé là ? Après tout, l'Administration Bush des huit premiers mois, c'est-à-dire jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, n'a ressemblé que de très loin à l'image qu'elle allait donner par la suite. L'orientation qui dominait alors consistait en un mélange de réalisme classique et d'unilatéralisme, avec même un soupçon d'isolationnisme. Du moins, priorité était donnée aux affaires intérieures. Sur le plan international, le pouvoir américain ne souhaitait guère jouer les “gendarmes ” aux quatre coins de la planète ; il se contentait d'assurer sa propre sécurité en développant un coûteux projet de bouclier antimissiles.

C'était l'époque où Condoleezza Rice tirait à boulets rouges sur l'interventionnisme qui avait marqué les deux mandats de Bill Clinton et raillait, dans un article célèbre, l'idée selon laquelle le rôle de la prestigieuse 82^e division aéroportée serait d'accompagner les enfants à la maternelle – bref de faire des œuvres sociales plutôt que de se battre (3). C'était l'époque où Colin Powell, suivi par la même Condoleezza Rice, estimait que les futurs pays de l'“ axe du mal ”, en particulier l'Irak et la Corée du Nord, ne menaçaient personne, et qu'il suffisait donc de les laisser dépérir dans leur coin (4). C'était l'époque où George W. Bush lui-même s'élevait contre le “ nation-building ”, cette ambition insensée de reconstruire, ou de construire, des pays entiers (5). Et puis, au fond, ce qui dominait vraiment, c'était la confusion propre aux premiers mois de toute nouvelle administration.

Le 11 septembre a, bien sûr, changé la donne. Les attentats ont eu trois effets majeurs sur l'administration : 1) en mobilisant la population américaine derrière la présidence, ils ont permis à certains acteurs politiques — aux premiers rangs desquels le vice-président Dick Cheney et le vice-secrétaire à la Défense Paul Wolfowitz — de s'affirmer et d'avancer leur vision particulière du monde et de la politique interventionniste qu'ils désiraient y conduire ; 2) ils ont profondément infléchi les perceptions des principaux décideurs, à commencer par George Bush et Condoleezza Rice, dont l'ordre des priorités a été

bouleversé ; 3) de cette manière, ils ont ouvert la voie à une synthèse idéologique particulière au sein de l'Administration. Bref, ils ont précipité l'avènement d'une seconde phase de la politique étrangère de Bush. Une phase que l'on peut, par souci de simplicité, appeler “ néoconservatrice ”. Cette période qui a duré du 11 septembre 2001 à l'année 2004 a été marquée par un réengagement actif et très idéologique de l'Amérique dans le monde avec, comme but, de le transformer. Elle a culminé, on le sait, avec l'offensive contre l'Irak du printemps 2003.

Au cours de l'année électorale 2004, elle a été progressivement remplacée par une approche plus réaliste : la phase “ post-néoconservatrice ” qui prévaut encore aujourd'hui. La comparaison de ces deux cycles essentiels de la politique étrangère de Bush permet de comprendre l'évolution de l'action extérieure de l'Amérique et d'avancer quelques hypothèses sur l'avenir.

Retour sur la “ phase néoconservatrice ”

Précisons-le d'emblée : l'Administration Bush n'a jamais été monolithique sur le plan idéologique. On ne saurait donc, à aucun moment de son existence, la décrire comme intégralement “ néoconservatrice ”. De plus, le néoconservatisme est une école de pensée souvent mal définie, dont la diversité menace perpétuellement la cohérence (6). On peut cependant utiliser ce terme pour définir la première époque de la politique étrangère américaine de Bush car ses lignes de force ont été largement inspirées de quatre principes “ néoconservateurs ” essentiels.

Quatre grands principes

Premier principe : le refus du *statu quo* et l'insistance sur le “ pouvoir transformateur de la liberté ”... et de l'Amérique. La philosophie de l'histoire qui prévaut au sein de l'Administration Bush à partir du 11 septembre est

résolument optimiste : l'Amérique peut faire bouger les choses. Elle peut — et doit — faire évoluer l'ensemble du Moyen-Orient vers la démocratie et la modernité. Pour les néoconservateurs, les attentats ont montré que le coût de l'inaction était, dans cette région, plus élevé que le coût de l'action. C'est le point de vue défendu notamment par Paul Wolfowitz (7), puis par tous les partisans de l'intervention contre l'Irak, perçu comme le principal verrou régional. À la foi dans les vertus transformatrices propres à la démocratie s'ajoute la confiance de l'Amérique dans ses capacités à faire advenir une réalité nouvelle sur le terrain, comparable à la certitude qui a présidé, quarante ans auparavant, à l'intervention au Vietnam.

Deuxième principe néoconservateur : la “ clarté morale ” face aux dictatures et au terrorisme. En langage courant, c'est la volonté d'appeler un chat un chat et de mettre ses actes en conformité avec ses principes (8). Cette attitude a, incontestablement, de bons côtés. À partir du 11 septembre 2001, le président Bush n'a cessé de répéter que le manque de liberté constitue, à long terme, la principale source du terrorisme et de l'antiaméricanisme, et que la vraie réponse aux attentats passe par une démocratisation du Moyen-Orient. Cette idée sincèrement universaliste (la démocratie est bonne et possible pour tous les peuples du monde) implique un *mea culpa* sur la politique que les États-Unis ont conduite jusqu'à présent vis-à-vis du monde arabe. Ce regret, George W. Bush l'a effectivement exprimé en stigmatisant “ soixante ans d'excuses et d'accommodement ” à l'égard des autocraties de la région (9). Seulement, une telle vision du monde est également porteuse de simplifications dangereuses : *primo*, elle est marquée par un optimisme exagéré quant à la possibilité d'implanter rapidement la démocratie dans n'importe quel endroit du globe ; *secundo*, elle a tendance à assimiler tous les types de terrorisme – Yasser Arafat et Oussama Ben Laden seraient en quelque sorte interchangeables ; *tertio*, elle crée nécessairement un gouffre entre les discours et les actes. Il n'est pas si facile de rompre avec soixante ans de politique moyen-orientale, et Washington a

besoin d'alliés non démocratiques comme l'Arabie saoudite, l'Égypte ou la Jordanie pour conduire sa guerre contre le terrorisme, contenir l'Iran, stabiliser l'Irak, etc. Ce qui est une entorse au deuxième comme au troisième principe...

Troisième principe : la préférence pour le changement de régime. C'est logique : quand on professe la "clarté morale", on ne traite pas avec les "tyrannies". On les renverse. Cette doctrine a été élaborée par les néoconservateurs du "deuxième âge" au cours des années 1970 (10) notamment ceux réunis autour du sénateur Henry "Scoop" Jackson (par exemple ses assistants Richard Perle, Dorothy Fosdick, Elliott Abrams, Douglas Feith, Frank Gaffney, etc.). Face à l'URSS, ces penseurs préconisaient une stratégie bien éloignée de celle suivie par Nixon, Ford et Carter : rejet de la stratégie de Détente, qui était alors dominante ; épuisement patient de l'empire soviétique, qui devait notamment passer par le soutien aux mouvements de résistance et par le blocage de l'ouverture commerciale et des transferts de technologie (ventes de céréales, affaire du gazoduc transsibérien, etc.) ; déplacement du débat diplomatique vers des questions de morale afin de miner la légitimité de l'URSS (encouragement aux dissidents et à l'émigration des Juifs soviétiques, rhétorique de l'"empire du mal", etc.).

Avec la chute du Mur, l'Amérique est devenue l'unique superpuissance mondiale. La tolérance envers les tyrannies et la politique de négociation sont donc devenues encore plus détestables moralement ; et la stratégie de changement de régime encore plus impérative puisqu'elle est désormais à portée de main (invasions de l'Afghanistan et de l'Irak ; ligne dure adoptée à l'encontre de l'Iran et de la Corée du Nord, etc.).

Quatrième et dernier principe néoconservateur : le primat de la puissance militaire, qui va de pair avec un unilatéralisme que l'on pourrait qualifier de "croyant et pratiquant". La représentation du monde qui domine au sein de l'administration Bush dans les années 2002 et 2003 repose sur la centralité de la composante militaire de la puissance et sur le dédain de ses autres aspects :

légitimité, pouvoir de persuasion et d'attraction — bref, le fameux “ soft power ” théorisé par Joseph Nye. C'est typiquement ce qui transparait dans les écrits de Robert Kagan sur les relations transatlantiques (11). Le système international idéal, du point de vue des néoconservateurs, oscille entre une unipolarité américaine qui est censée bénéficier à tous (les notions d’“ empire bienveillant ” et d’“ hégémonie bénigne ” sont devenues classiques depuis la chute du Mur de Berlin) et un très obscur “ équilibre des puissances qui favorise la liberté ”. Cette dernière formule est un véritable mantra dans les discours de Condoleezza Rice depuis 2002, mais on voit mal ce qu'elle signifie réellement. En effet, si le monde est passé à un âge unipolaire, comme elle l'avance par ailleurs (12), alors, par définition, il n'y a plus d'équilibre des puissances. Mais si l'on se trouve encore en situation de multipolarité, en quoi la concurrence des pôles (Chine, Inde, Russie, etc.) favorise-t-elle la liberté (13) ?

Quel que soit le détail de cette vision de l'ordre international, ce que le monde doit craindre, aux yeux de l'Administration Bush des années 2002 et 2003, ce n'est pas que l'Amérique en fasse trop ; c'est qu'elle n'en fasse pas assez, qu'elle soit entravée dans ses projets par des institutions multilatérales que bloquent des tyrannies (Chine), des nations faibles (pays européens) ou des régimes anti-américains (Venezuela). L'Amérique porte en elle, du fait de son système démocratique et de son histoire, la source de légitimité de sa propre action. Sa sécurité repose sur sa force et non sur des traités contraignants qu'elle serait la seule à respecter et qui limiteraient ou aliéneraient sa souveraineté. Enfin, une Amérique résolue n'a pas à consulter ou à cajoler ses alliés : si elle se conduit de façon déterminée, ceux-ci finiront bien par suivre ! De toute manière, ils n'auront pas d'autre choix puisque ce sont eux qui ont besoin de l'Amérique et non l'inverse. Les institutions formelles, comme l'Otan, sont dépréciées (“ Faisons vivre le mythe ”, ironisait en 2002 Douglas Feith, le N°3 du Pentagone, à propos de l'Alliance atlantique (14)) au profit des “ coalitions de volontaires ” (15) voire d'un unilatéralisme pur et simple. Tel est le credo.

Mais rappelons que ce credo, s'il a inspiré la phase néoconservatrice de la politique étrangère de Bush, a souffert de notables exceptions. Après tout, dans l'affaire irakienne, le président a suivi l'avis de Colin Powell, qui lui recommandait de tenter d'obtenir le feu vert de l'ONU avant d'attaquer le régime de Saddam. Il a également donné son accord aux négociations avec la Libye du colonel Kadhafi, que les Américains ont fini par convaincre de mettre fin à son programme d'armes de destruction massive. Ces négociations ont d'ailleurs offert au président, fin 2003, son unique vrai succès en matière de non-prolifération... mais elles ont violé chacun des quatre principes néoconservateurs énumérés ci-dessus. Pas de pureté idéologique, donc, dans cette phase néoconservatrice de l'administration Bush, mais un “ cocktail original ” (16) dans lequel le néoconservatisme est, toutefois, dominant.

Un contexte exceptionnel

Cette politique néoconservatrice n'a pu prévaloir que dans des circonstances exceptionnelles : celles d'une nation en guerre et, qui plus est, au sommet de sa puissance. Le seul autre “ moment néoconservateur ” de l'histoire, le premier mandat de Ronald Reagan, a correspondu lui aussi à un net tournant de l'opinion publique américaine vers un patriotisme décomplexé.

C'est en 1979 que l'opinion publique américaine commence à s'inquiéter véritablement des avancées soviétiques. Le président Carter apparaît alors comme un dirigeant trop faible, surtout à cause de l'affaire des otages en Iran et de sa réaction jugée molle à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. La vague nationaliste porte alors Reagan, armé du slogan “ *America is back* ”, au pouvoir. L'ancien acteur est entouré de nombreux néoconservateurs dont il va suivre en partie les conseils, du moins jusque 1984-1985.

Pour être plus précis, la phase néoconservatrice de la politique étrangère de Bush a reposé sur trois piliers.

D'abord, une opinion publique qui, après le 11 septembre, fait confiance au président et ne remet pas en cause ses choix, suivie en cela par le pouvoir législatif, par la presse et même, partiellement, par le pouvoir judiciaire. Le mandat de Bush se mue alors en une “ présidence impériale ” marquée par un soudain déséquilibre des fameux freins et contrepoids (“ *checks and balances* ”) en faveur de l'exécutif — lequel se trouve libéré des pesanteurs habituelles du processus de prise de décision en matière de politique étrangère (un processus sur lequel pèsent habituellement le Congrès, les divers lobbies de Washington, les médias, etc.). Cette évolution de la société politique américaine est typique des périodes de guerre. En d'autres termes, Bush bénéficie, entre le 11 septembre 2001 et sa réélection, d'une latitude d'action inédite depuis les années 1960, voire depuis la Seconde Guerre mondiale.

Deuxième pilier : les vastes ressources financières accumulées grâce à la rapide croissance de la seconde moitié des années 1990 et à la politique de Bill Clinton : pas moins de 200 milliards de dollars d'excédent budgétaire. En découle une marge de manœuvre gigantesque — en dépit des choix fiscaux effectués par les Républicains (qui votent de fortes réductions d'impôts) — et une confiance généralisée dans les capacités du modèle social et économique américain.

Dernier pilier : un outil militaire sans pareil dans l'histoire, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, dont l'origine est à rechercher notamment dans les efforts d'armement substantiels consentis sous l'administration Reagan, qui portent tous leurs fruits deux décennies plus tard.

Si cette phase peut être qualifiée de néoconservatrice, c'est aussi parce que, au cours du premier mandat, la répartition des forces bureaucratiques a été favorable aux néoconservateurs et, plus généralement, aux faucons. La lutte d'influence que se sont livrée Colin Powell (Département d'État) et le couple Rumsfeld / Cheney (Pentagone / vice-présidence) s'est achevée par la domination effective de ces derniers – la conseillère pour la Sécurité nationale,

Condoleezza Rice, adoptant une position en retrait. Les attaques lancées en octobre 2005 par Lawrence Wilkerson, l'ancien directeur de cabinet de Colin Powell, contre la “ cabale Rumsfeld – Cheney ” ne font que confirmer, par la négative, ces deux aspects : le manque de collégialité effective de la décision et l'impuissance, la plupart du temps, de Colin Powell (17).

Au fond, tout se passe comme si Bush, de son propre chef mais aussi sous l'ascendant de Dick Cheney, avait pris la décision stratégique d'intervenir en Irak dès le début 2002, avant de se rendre aux arguments tactiques de Colin Powell (appuyé pour l'occasion par Condoleezza Rice), qui conseillait de passer par l'ONU. Mais en voyant l'impasse dans laquelle l'avait mené le processus multilatéral, le président s'en est remis à Donald Rumsfeld pour gérer tous les aspects de l'invasion de l'Irak. Puis, constatant les problèmes et les échecs du Pentagone et du bureau du vice-président, il a remis le dossier, en 2004, à Condoleezza Rice avec l'aide, notamment, de Robert Blackwill au Conseil de Sécurité nationale ... Mais on passe alors, et ce n'est pas un hasard, à la phase “ post-néoconservatrice ”.

Le passage à la phase “ post-néoconservatrice ”

Un nouveau pragmatisme

Le discours d'investiture du second mandat du président Bush, prononcé le 20 janvier 2005, contenait pas moins de 49 variations sur le mot “ *free* ” (ou “ *liberty* ”). Une façon d'indiquer que l'idéalisme et l'universalisme restaient plus que jamais à l'ordre du jour. “ Aussi longtemps que des régions entières stagneront dans la tyrannie et le ressentiment et demeureront vulnérables à des idéologies qui nourrissent la haine et excusent le meurtre, la violence ne pourra qu'augmenter. Notre but ultime est de mettre un terme à la tyrannie dans ce monde ” (19). Condoleezza Rice, de son côté, revendique une “ diplomatie

transformationnelle ” qui voit le monde comme il est mais désire l’améliorer (19). À l’en croire, le réalisme véritable consisterait à faire évoluer le *statu quo* et à favoriser la démocratisation autant qu’il est possible, car la démocratie est le seul gage de stabilité et de sécurité sur le long terme (20).

Pourtant, au-delà de cette rhétorique qui, comme on le voit, reste empreinte de néoconservatisme, la politique, dans les faits, a bel et bien changé. Le réalisme est revenu en force, essentiellement sous la pression des événements : la dégradation de la situation en Irak a, en particulier, beaucoup pesé dans la révision à la baisse des ambitions transformatrices américaines.

Mais c’est en Asie que l’évolution de Washington a été le plus sensible. Même si pendant le premier mandat de George W. Bush, la “ matrice néoconservatrice ” évoquée plus haut y avait moins fait sentir ses effets qu’au Moyen-Orient, la Maison-Blanche avait tout de même tenté d’y appliquer sa doctrine idéologique jusqu’en 2004 (21). Or, depuis un an, sous l’impulsion de Mme Rice, l’Amérique conduit dans cette région une politique qu’on peut aisément qualifier de strictement réaliste. Dans leurs rapports avec les puissances locales, les États-Unis emploient à nouveau les instruments diplomatiques les plus classiques. Ce pragmatisme a abouti à deux résultats remarquables.

1) Les relations avec le Pakistan sont restées excellentes... et, dans le même temps, les liens avec l’Inde, ennemi historique d’Islamabad, se sont considérablement renforcés ! De même, Washington s’est encore rapproché de Tokyo sans que ses relations avec la Chine — le grand concurrent régional du Japon — n’en souffrent (22).

2) Au-delà de ce succès diplomatique de haute voltige, les États-Unis ont conduit une politique de plus long terme en resserrant leurs liens avec les deux pays qui sont le plus à même de contrebalancer, par leur simple présence dans la zone, la montée en puissance de la Chine : l’Inde et le Japon. La Maison-Blanche a signé, le 18 juillet 2005, un accord sur le nucléaire civil avec New Delhi ; et

elle coopère de plus en plus étroitement avec Tokyo, en particulier sur la dossier de Taiwan. Le tout, nous l'avons dit, sans fâcher Pékin. En effet, les États-Unis ont réussi à calmer les inquiétudes suscitées en Chine par cette stratégie d'endiguement de long terme et par le discours belliqueux des néoconservateurs. Pour y parvenir, l'administration Bush a pris deux décisions majeures. D'une part, elle a accordé à l'Empire du milieu un rôle important dans la lutte antiterroriste et dans les négociations sur la Corée du Nord. D'autre part, la rhétorique hostile employée par Donald Rumsfeld lors de sa visite à Singapour, début juin 2005 (23), a été contredite par Robert Zoellick, le bras droit de Condoleezza Rice au Département d'État, qui a évoqué la possibilité que la Chine devienne pleinement, dans le futur, un "actionnaire" (*stakeholder*) du système international (24). Cette prise de position indique clairement que le Département d'État est l'acteur dominant en matière de politique asiatique, voire de politique étrangère tout court. Un acteur qui n'est pas néoconservateur, ni même faucon...

L'ajustement réaliste de la politique étrangère américaine se fait également sentir au Moyen-Orient et, en premier lieu, en Irak. Au fur et à mesure qu'il devient de plus en plus urgent, pour des raisons de politique intérieure, d'en retirer au moins une partie des troupes américaines, Washington revoit à la baisse ses exigences initiales sur la stabilité et la démocratisation que le pays doit atteindre... Au-delà de l'Irak, l'administration en est réduite à gérer au mieux une donne régionale qui lui est de plus en plus défavorable – après tout, plus aucun acteur ne croit à une intervention américaine en Syrie ou en Iran.

Face à la Syrie, les États-Unis s'accommodent de la présence à Damas d'un régime affaibli sur lequel ils peuvent faire pression pour atteindre leurs objectifs à court terme (surveillance de la frontière irakienne, coopération minimale en matière de lutte antiterroriste, etc.). Mais ils n'iront pas plus loin — sans doute aussi parce qu'ils savent qu'une déstabilisation pourrait ouvrir la voie à un régime encore moins stable et démocratique que celui qui s'est instauré en

Irak... Quant à l'Iran, la décision de soutenir — même du bout des lèvres — la négociation entreprise par les trois Européens en février et en mars 2005 (25) a symbolisé le tournant du néoconservatisme vers le pragmatisme. Même si la préférence pour un changement de régime refait régulièrement surface, au moins dans la rhétorique, en particulier à chaque déclaration incendiaire du président Ahmadinejad, une chose est sûre : contrairement à l'Irak, l'escalade militaire n'est pas inscrite dans le script dès le départ. Enfin, dans le cas du conflit israélo-palestinien, l'Administration Bush, sous l'impulsion de Condoleezza Rice, assure une sorte de service minimum afin d'éviter à Mahmoud Abbas de perdre toute crédibilité (c'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter l'appui américain à l'accord sur Gaza de novembre 2005 (26).

À l'égard de l'Europe, le tournant vers le réalisme a été amorcé dès 2004, année électorale où, en butte aux attaques du démocrate John Kerry, les républicains voulaient absolument démontrer à l'opinion publique que l'Amérique n'était pas isolée sur la scène internationale. Mais ce sont les voyages de Condoleezza Rice puis de George Bush sur le Vieux Continent en février 2005 qui ont marqué le véritable début du réchauffement des relations transatlantiques. Au sein de l'administration, un nouveau ton diplomatique s'est alors définitivement imposé, débarrassé du dédain des alliés, des formules comminatoires et des slogans du type “ pardonner à la Russie, ignorer l'Allemagne, punir la France ” (27). “ L'heure de la diplomatie a sonné ”, annonce au contraire Condoleezza Rice lors de ses auditions en vue de sa confirmation par le Sénat (28). Or le ton et le style diplomatique font plus que symboliser l'attitude d'un pays : ils en sont partie intégrante. C'est autant la manière dont George Bush avait rejeté le protocole de Kyoto que sa décision de le rejeter qui avaient choqué le monde en 2001, longtemps avant l'affaire de l'Irak.

Dernier exemple, sans doute plus mitigé, de cette volonté de s'orienter vers davantage de réalisme : la doctrine américaine en matière de terrorisme s'est

mise à évoluer au milieu de l'année 2005. Elle est passée du concept de GWOT (guerre globale contre la terreur) à celui de SAVE (lutte contre l'extrémisme violent) (29), se rapprochant ainsi des perceptions européennes. Même si le président Bush évoque encore la “ guerre contre la terreur ” et si les luttes bureaucratiques semblent faire rage autour de ces enjeux, on perçoit une évolution — timide et encore réversible — vers une compréhension à la fois plus fine, moins idéologique et moins manichéenne du phénomène terroriste. On s'éloigne d'une conception trop centrée sur les États et trop militaire, pour s'intéresser à la multiplication des petites cellules indépendantes ; on prend garde à sectionner le lien entre terrorisme local et terrorisme global ; et on insiste sur la nécessité de gagner les cœurs et les esprits, d'éviter d'encourager de nouvelles vocations. Bref, la “ clarté morale ” fait place non pas au cynisme, mais à un plus grand discernement de la réalité dans toute sa complexité.

Des idéalistes encore présents

Ces évolutions ne signifient pas un retour pur et simple à une politique “ à la façon de Kissinger ”. Tout comme la phase néoconservatrice de 2002-2003 n'était pas idéologiquement pure, la phase actuelle n'est pas intégralement placée sous le signe du réalisme. On trouve toujours dans l'Administration de vrais néoconservateurs, que ce soit au Pentagone (Peter Rodman, Steve Cambone, etc.), au Conseil de Sécurité nationale (Elliott Abrams) ou au bureau du vice-président (John Hannah). Par ailleurs, les faucons nationalistes restent très nombreux, à commencer par Donald Rumsfeld et Dick Cheney, ou encore l'ambassadeur à l'ONU John Bolton. Leur présence explique les innombrables survivances de la politique étrangère antérieure, à commencer par les positions de principe de certains hauts responsables, comme Elliott Abrams, sur le “ grand Moyen-Orient ”. La politique elle-même s'en ressent : après tout, l'Administration Bush a tellement critiqué le régime ouzbek après le massacre d'Andijan qu'elle a fini par perdre la base aérienne de Karshi-Khanabad suite à

une décision du despote local, Islam Karimov (30). Et sans les pressions qu'elle a exercées sur son allié égyptien, le régime Moubarak aurait-il fourni autant d'efforts pour organiser des élections législatives relativement ouvertes ?

Il reste qu'en termes idéologiques l'administration Bush II continue de nourrir la vision et les espoirs de l'administration Bush I, mais conduit, en réalité, une politique qui ressemble davantage à celle de Nixon qu'à celle de Reagan. Cette politique est proche de celle recommandée par le très réaliste et très modéré Richard Haass. Il la définit par le terme d'“ intégration ” : il s'agit d'un savant mélange de coopération avec les grands alliés, de négociations plus patientes avec les États voyous et de meilleure prise en compte des risques transnationaux (31). Cette ligne fait également penser à l'évolution de certains observateurs comme Francis Fukuyama, qui a rompu avec les néoconservateurs et défend à présent une politique plus mâtinée de réalisme qu'il appelle “ wilsonisme réaliste ” (32). Condoleezza Rice, elle, se réclame d'un “ idéalisme pratique ” (*practical idealism*), qui est, en fait, plus pratique qu'idéaliste.

Les raisons du retour au réalisme

Quels sont les fondements de la politique étrangère actuelle des États-Unis ? La phase néoconservatrice avait été rendue possible par des atouts exceptionnels en termes de puissance ; la phase post-néoconservatrice, elle, est largement le fruit de circonstances changeantes. Incontestablement, les ressorts de la puissance américaine se sont tous affaiblis simultanément, et cette évolution ne peut que s'accroître.

L'opinion publique américaine ne suit plus aveuglément le président. Elle n'est plus favorablement disposée aux aventures extérieures — c'est ce facteur, plus que tout autre, qui rend une nouvelle intervention (Syrie, Iran) très improbable. L'effet d'union nationale, d'état de guerre, qui a prévalu après le 11 septembre 2001, a vécu. À présent, des majorités constantes d'Américains estiment que la guerre a été une erreur (54 % d'après un sondage Gallup du 16

novembre 2005) et qu'elle “ ne valait pas le coup ” (60 % contre 38 % qui considèrent qu'elle était justifiée). Le président Bush lui-même atteint des records d'impopularité — autour de 35 % au mois de novembre —, ce qui s'explique par de nombreuses raisons. Outre l'affaiblissement que les résidents de la Maison-Blanche connaissent traditionnellement au cours de leur deuxième mandat, il pâtit également de l'échec de la réforme des retraites (33) ; de sa gestion hésitante des conséquences du cyclone Katrina (34) ; de la guerre interne au parti républicain, qui a notamment fait rage lors du débat sur la nomination d'un nouveau juge à la Cour suprême (Harriet Miers puis Samuel Alito) (35) ; des affaires de corruption de plusieurs figures républicaines (36) ; des pertes humaines en Irak ; de l'affaire Scooter Libby (37), etc.

Mais tous ces facteurs n'auraient sans doute pas eu le même impact sur sa popularité il y a encore un an. En réalité, c'est toute l'atmosphère politique qui a changé. Pis : de timides signes d'isolationnisme se font jour dans l'opinion publique. Pour l'instant, il s'agit plus d'un retour au sentiment qui prévalait le 10 septembre 2001, mais le parallèle avec les années 1970 deviendra possible si la tendance se confirme dans les mois qui viennent (38). Surtout, le fameux système des “ *checks and balances* ” semble de nouveau fonctionner normalement. La presse se montre plus attentive et plus méfiante à l'égard de l'Administration — parfois avec excès, comme pour se faire pardonner sa “ mollesse ” dans la phase précédente. Le Congrès réaffirme graduellement son autorité : on voit, en particulier, les démocrates se montrer de plus en plus pugnaces face aux républicains. Ainsi, le 2 novembre 2005, Harry Reid, le leader démocrate du Sénat, a utilisé un article de procédure parlementaire oublié pour contraindre le leadership républicain à prêter attention la commission d'enquête sur les informations concernant les armes de destruction massive irakiennes (cette enquête s'était enlisée). Certains démocrates remettent ouvertement en question la politique irakienne de l'Administration, comme en témoigne le débat très houleux suscité par l'intervention du représentant John

Murtha (Pennsylvanie), le 18 novembre 2005, qui exigeait un retrait des troupes. Même dans les rangs Républicains, l'autorité de la Maison-Blanche est battue en brèche, comme le rappelle l'affaire de l'amendement McCain contre la torture (39) : le vice-président, qui ne voulait à aucun prix de ces nouvelles règles présentées par un membre de son propre parti, s'est révélé impuissant à les bloquer. Les élus républicains craignent de se retrouver devant les électeurs en novembre 2006 sans que la situation en Irak ait évolué. C'est pourquoi ils veulent obtenir des gages en ce sens de la Maison-Blanche et du Pentagone. Bref, la latitude d'action politique de George Bush s'est nettement amenuisée.

Sur le plan budgétaire également, les marges de manœuvre se sont fortement réduites : la guerre en Irak coûte cher, la reconstruction promise à la Louisiane (200 milliards de dollars annoncés) aussi, et la politique de réductions d'impôts à répétition a creusé un déficit budgétaire important. Ce déficit est, de plus, alimenté par une hausse régulière des dépenses non militaires (comme, par exemple, la réforme du *Medicare* (40)).

Enfin, l'armée américaine est soumise à des tensions très fortes : elle connaissait déjà des problèmes de déploiement (“*operational tempo*”) à l'époque de Bill Clinton ; évidemment, la situation s'est encore aggravée avec les missions longues et dangereuses qu'elle conduit en Irak et en Afghanistan. La détérioration des conditions de service à laquelle les militaires sont confrontés a également pour effet de décourager des recrues potentielles, et l'*US Army* a de plus en plus de mal à enrôler. L'armée de Terre américaine est tout simplement trop réduite pour remplir les fonctions qui lui sont à présent assignées. Bref, sur ce plan-là aussi, la latitude d'action de Bush, qui était à son maximum au lendemain du 11 septembre, s'est considérablement amenuisée. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, apparaît comme une victime collatérale de cette évolution. *Nolens volens*, il a dû revoir à la baisse son ambition de transformation des forces armées (41).

Le rôle central de Condoleezza Rice

“ Rice a clairement pris le contrôle de la politique étrangère américaine ”, estime le *Washington Post* au mois de juillet 2005. “ Certes, le Pentagone, autrefois dominant, joue encore un rôle important, mais c'est Condoleezza Rice qui remporte la plupart des batailles, contrairement à son prédécesseur, Colin Powell. Certes, le personnel de la Maison-Blanche est encore consulté, mais c'est Condoleezza Rice qui a défini le cadre de la politique étrangère de la seconde administration Bush ” (42). Depuis lors, cette évolution des rapports de forces s'est confirmée.

Dick Cheney a été incontestablement affaibli en 2005 par une série de revers, à tel point que ses relations personnelles avec Bush semblent en avoir été affectées (à l'automne, on chuchotait que le président ne se confiait plus qu'à quatre femmes : sa mère, son épouse, Condoleezza Rice et Karen Hughes (43) Outre l'affaire Scooter Libby (dont on rappelle qu'il était son directeur de cabinet et conseiller pour la Sécurité nationale) — un épisode qui a sérieusement écorné son image —, Dick Cheney porte une lourde responsabilité dans les problèmes qui surviennent en Irak : n'a-t-il pas été le principal promoteur de l'intervention ? N'a-t-il pas été le premier propagandiste des exagérations avancées par l'Administration sur le potentiel nucléaire de Saddam ? N'a-t-il pas subi un désaveu dans son affrontement avec le sénateur McCain au sujet de l'emploi de la torture, comme nous l'avons mentionné ? Sur le plan intérieur, enfin, Cheney a été l'un des principaux initiateurs du plan de réforme des retraites (*Social Security*) – un plan qui, on l'a dit, a magistralement échoué. Quant à sa réforme du secteur de l'énergie, elle continue de susciter bien des interrogations (44).

Au printemps 2004, suite au scandale des prisons (des soldats américains s'étaient rendus coupables de traitements dégradants à l'encontre de prisonniers irakiens), Donald Rumsfeld a présenté à deux reprises sa démission à Bush.

Chaque fois, le président a refusé. Il n'empêche : Rumsfeld a, comme Cheney, perdu une partie de son ascendant. Il ne prévaut plus systématiquement dans les luttes que le Pentagone livre au Département d'État ou au conseil de Sécurité nationale. Avec des moyens réduits, il semble se consacrer à son projet de réforme des forces armées américaines. Quant à Steve Hadley, le successeur de Condoleezza Rice au poste de conseiller pour la Sécurité nationale, il n'a jamais été, par le passé, un acteur bureaucratique majeur ou influent. Il ne l'est pas plus à présent.

C'est donc le Département d'État de Condoleezza Rice, Robert Zoellick et Nick Burns (respectivement numéros 2 et 3) qui pilote à présent la politique étrangère américaine. L'évolution des relations avec la Chine, évoquée plus haut, est à cet égard édifiante. Au fond, tout se passe comme si la politique étrangère américaine dans son ensemble avait suivi l'évolution politique et idéologique de Condoleezza Rice — ou comme si cette dernière avait été, à tout instant, une caisse de résonance fidèle des évolutions idéologiques du leadership américain. Réaliste pendant l'administration de George Bush père en 1989-1992 (elle travaille alors pour Brent Scowcroft et James Baker), elle demeure “gestionnaire”, mais à tendance unilatéraliste, lors de la campagne présidentielle de 2000... et connaît un tournant idéaliste-interventionniste après le 11 septembre 2001, tout comme George W. Bush, dont elle est proche. Ce tournant incitera le président et sa conseillère pour la Sécurité nationale à adopter bien des principes néoconservateurs (remarquons que d'autres responsables estampillés “réalistes”, comme Robert Blackwill, ont suivi le même cheminement intellectuel). Puis, à partir de 2004, quand la politique néoconservatrice se heurte à des obstacles toujours plus nombreux, Mme Rice revient vers son école de pensée d'origine — le réalisme — en entraînant avec elle toute la politique étrangère américaine.

En guise de conclusion

Un tournant durable

Ce retour au réalisme sera durable. Pour une raison simple : l'Administration Bush est bien forcée de s'adapter aux conditions politiques dégradées que nous avons décrites (blocage en Irak, refroidissement de l'opinion publique, fronde du Congrès, déficit budgétaire, paralysie des forces armées, etc.). L'inspiration néoconservatrice n'a certes pas disparu, mais sa traduction en actes n'est plus possible. On verra donc s'accroître : le rétablissement des “ *checks and balances* ”, spécialement l'affirmation du Congrès vis-à-vis de l'exécutif (surtout si les démocrates parviennent à conquérir une Chambre, ou les deux, en novembre 2006) ; l'adaptation de la politique moyen-orientale des États-Unis à un rapport de forces défavorable ; les pressions pour un redéploiement (c'est-à-dire un retrait partiel) des troupes américaines d'Irak ; la poursuite d'une rhétorique “ démocratisante ” sans engagement excessif dans les faits ; une gestion réaliste classique des puissances asiatiques, etc.

À plusieurs égards, le passage du néoconservatisme au “ post-néoconservatisme ” est une bonne nouvelle pour la France et pour l'Europe. Car lors de la phase précédente, l'approche idéologique et “ morale ” de l'administration Bush, sa conception de l'histoire et sa perception du Moyen-Orient sont entrées en conflit avec la plupart des positions françaises. Naturellement, la nouvelle donne n'est pas synonyme d'idylle transatlantique immédiate ; mais elle est plus prudente, plus patiente et moins éloignée des principes européens — qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Iran ou du terrorisme.

Trois questions sur l'avenir

Cependant trois questions de fond restent posées pour l'avenir du couple transatlantique à moyen terme.

- D'abord, quelle est, au juste, la place réservée à l'Europe dans la nouvelle vision américaine du monde ? Le tournant réaliste de Washington fait de la

réconciliation et du rapprochement avec l'Europe une nécessité... mais uniquement en fonction des intérêts de la Maison-Blanche. Quand les États-Unis auront besoin d'apparaître comme étant multilatéralistes, quand le soutien des Européens leur sera utile pour conduire une politique régionale donnée, alors ils se tourneront vers l'autre rive de l'Atlantique. Seulement, en ce début de siècle, les puissances asiatiques en expansion pèsent beaucoup plus lourd, aux yeux de la Maison-Blanche, que le Vieux Continent déclinant.

L'Administration Bush se remet à compter sur les Européens, mais surtout en tant que source d'hommes et de financement. C'est pourquoi la cote de l'Otan remonte à Washington. Pour la Maison-Blanche, l'Alliance pourrait parfaitement servir à former ce corps expéditionnaire auxiliaire dédié aux opérations de stabilisation qui fait tant défaut à l'armée américaine. Au Darfour, en Afghanistan, au Cachemire, etc., les États-Unis seraient bien heureux d'être davantage soutenus par les Européens — de préférence, dans le cadre de l'Otan, instrument idéal pour canaliser et faire fructifier les efforts des alliés. De ce point de vue, la phase néoconservatrice précédente avait au moins le mérite de laisser, par inattention plus que par choix, plus de marge de manœuvre à la défense européenne — d'autant qu'elle tendait à souder les opinions publiques européennes contre elle.

- Deuxième question : au-delà des slogans creux (“ un équilibre des puissances qui favorise la liberté”), quel système international Condoleezza Rice veut-elle construire ? N'est-elle pas en train d'encourager, notamment en Asie, un retour à ce qu'elle-même a si souvent stigmatisé : les rivalités de puissance à la façon de l'Europe au XIX^e siècle, plutôt qu'une multipolarité équilibrée par des règles solides et respectées, et donc un système durable ? Après tout, l'Amérique ne sera peut-être pas toujours assez habile, assez puissante ou assez mobilisée pour jouer le rôle du maître du jeu qui équilibre les différentes forces en présence. La quête européenne d'un multilatéralisme efficace et d'institutions internationales stables et respectées apparaissait déjà comme une alternative au

monde néoconservateur de 2002 – 2003. Elle reste une alternative au monde réaliste de 2004 – 2006.

— Troisième interrogation : jusqu'où iront l'affaiblissement des États-Unis et le tournant vers l'isolationnisme de l'opinion publique américaine ? Le parallèle avec les années 1970 indique un danger potentiel : celui d'un reflux de la puissance américaine dans l'ensemble des régions stratégiquement importantes. Un tel reflux provoquerait une sorte de “vacance du pouvoir” qui bénéficierait à d'autres acteurs internationaux. C'est ainsi que, de 1975 à 1980, l'URSS avait profité du repli des États-Unis pour avancer ses pions en Amérique centrale, en Angola, en Afrique de l'Est, en Asie centrale et du Sud-Est, etc. Une Amérique affaiblie, c'est aussi un système international dans lequel tous les acteurs qui aspirent à bouleverser le *statu quo* (Iran, Chine, Venezuela, etc.) jouissent d'une plus grande marge de manœuvre. Or rien ne garantit que cette évolution, si elle s'accroît, serait favorable aux intérêts et aux valeurs de l'Europe... bien au contraire (45). Tout bien considéré, ceux qui ont critiqué la politique unilatérale et impériale conduite par l'Administration Bush en 2002-2003 ne pourront peut-être pas se réjouir bien longtemps d'un éventuel repli américain.

(1) Ron Suskind, “Without a Doubt”, *New York Times*, 17 octobre 2004.

(2) Voir notamment : Jeff Gerth, “Military's Information War Is Vast and Often Secretive”, *New York Times*, 11 décembre 2005.

(3) Condoleezza Rice, “Promoting the National Interest”, *Foreign Affairs*, janvier - février 2000.

(4) Audition de confirmation de Colin Powell, 17 janvier 2001.

(5) Cf. les débats télévisés des 3 et 11 octobre 2000 avec Al Gore.

(6) Voir : Justin Vaïsse, “Le mouvement néoconservateur aux États-Unis. Le deuxième âge du néoconservatisme à travers l'histoire de la *Coalition for a Democratic Majority* et du *Committee on the Present Danger, 1972 – 1992*”, thèse de doctorat d'histoire soutenue le 18 novembre 2005 à l'Institut d'Études Politiques de Paris, publication prévue en 2006. Voir aussi : “La croisade des néoconservateurs”, *L'histoire*, février 2004 ; “Les néoconservateurs américains et l'Europe : sous le signe de Munich”, *Relations internationales* n°120, hiver 2004, p. 447-462.

- (7) Voir l'interview de Paul Wolfowitz par Sam Tanenhaus pour *Vanity Fair*, 9 mars 2003, disponible à l'adresse : <http://www.defenselink.mil/transcripts/2003/tr20030509-depsecdef0223.html>
- (8) Voir notamment : William Bennett, *Why We Fight : Moral Clarity and the War on Terrorism*, Regnery, Washington, 2003.
- (9) “ *Sixty years of Western nations excusing and accommodating the lack of freedom in the Middle East did nothing to make us safe — because in the long run, stability cannot be purchased at the expense of liberty.* ” George Bush, discours du 6 novembre 2003, disponible à l'adresse : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/11/20031106-2.html>.
- (10) À un premier âge du néoconservatisme, centré sur les questions intérieures et spécialement sur la politique sociale, et qui voit un certain nombre d'intellectuels rompre avec le libéralisme, succède à partir de 1972 un deuxième âge, davantage focalisé sur la politique étrangère, qui voit un certain nombre de démocrates s'éloigner de leur parti et évoluer vers le parti républicain ou, au moins, vers l'Administration Reagan.
- (11) Voir : Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*, Plon, 2003. Voir aussi la prise en compte (tardive) de la question de la légitimité dans la puissance, par le même auteur : *Le Revers de la puissance. Les États-Unis en quête de légitimité*, Plon, 2004.
- (12) Discours du 26 juin 2003 à l'IISS de Londres, disponible à l'adresse <http://www.iiss.org/conferencepage.php?confID=60>
- (13) Ce concept est apparu dans la Stratégie de sécurité nationale de 2002, disponible à l'adresse : <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>.
- (14) Cité par David Wastell, “ US Plans Nato Rival to Blair's "Euro-Army" ”, *Sunday Telegraph*, 2 juin 2002.
- (15) En anglais, “ Coalition of the willing ”, c'est-à-dire un rassemblement informel de pays alliés souscrivant à la politique américaine sans nécessairement l'appuyer dans les faits.
- (16) Expression d'Alain Frachon et Daniel Vernet, *L'Amérique messianique : les guerres des néo-conservateurs*, Seuil, 2004.
- (17) Voir la retranscription de la conférence donnée par Lawrence Wilkerson à la *New America Foundation* le 19 octobre 2005, disponible à l'adresse : <http://www.thewashingtonnote.com/archives/Wilkerson%20Speech%20--%20WEB.htm>
- (18) Discours d'investiture disponible à l'adresse : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2005/01/20050120-1.html>
- (19) Voir ses explications dans l'interview accordée à Adam Garfinkle, “ A Conversation With Condoleezza Rice ”, *The American Interest* n°1, automne 2005.
- (20) Condoleezza Rice, “ The Promise of Democratic Peace ”, *Washington Post*, 11 décembre 2005, disponible à l'adresse : http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/12/09/AR2005120901711_pf.html
- (21) Ainsi, dans le cas de la Corée du Nord, George W. Bush a refusé l'option de la négociation présentée par Colin Powell et qui avait la préférence de la Corée du Sud. Il a adopté une attitude plus intransigeante, orientée vers le changement de régime. Cette politique a évolué à partir de 2004, avec l'ouverture de négociations multilatérales sous l'égide de la Chine.

- (22) Sur ces aspects, voir l'interview de Walter Russell Mead par Bernard Gwertzman pour le Council on Foreign Relations, "Bush Administration Gets Improving "Grades" in First Year of Second Term's Foreign Policy", disponible à l'adresse <http://www.cfr.org/publication/9113/mead.html>
- (23) Voir : Victor Mallet, "Washington Trades Barbs With Beijing Over Military", *Financial Times*, 6 juin 2005.
- (24) Robert Zoellick, "Whither China : from Membership to Responsibility ?", discours prononcé à New York, 21 septembre 2005, disponible à l'adresse : <http://www.state.gov/s/d/rem/53682.htm>.
- (25) George Bush a offert des concessions potentielles à l'Iran, certes maigres (pièces détachées d'avions dont Téhéran a besoin ; soutien à une candidature à l'OMC) mais qui, sur le plan des principes, font basculer les États-Unis d'une logique néoconservatrice de "changement de régime" à une logique réaliste de négociation, sur le modèle libyen.
- (26) Condoleezza Rice est intervenue personnellement dans la négociation qui a abouti à un relâchement des contrôles à la frontière, facilitant le passage des Palestiniens travaillant en Israël.
- (27) L'éditorialiste Jim Hoagland avait été le premier à révéler cette formule, qu'il attribuait à Condoleezza Rice. Voir : Jim Hoagland, "Three Miscreants ?", *Washington Post*, 13 avril 2003.
- (28) "The time for diplomacy is now", retranscription de l'audition de Condi Rice, 18 janvier 2005, disponible à l'adresse <http://www.state.gov/secretary/rm/2005/40991.htm>
- (29) En anglais, *Global War on Terror et Struggle Against Violent Extremism*.
- (30) Voir : Alex Rodriguez, "US Closes Air Base in Uzbekistan Amid Uprising Dispute", *Boston Globe*, 22 novembre 2005.
- (31) Richard Haass, *The Opportunity. America's Moment to Alter History's Course*, Public Affairs, New York, 2005.
- (32) Francis Fukuyama, *America at the Crossroads. Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, Yale University Press, New Haven, 2006.
- (33) Le président Bush souhaitait faire évoluer le système des retraites par répartition, dit "Social Security", vers une formule reposant davantage sur une gestion des comptes par le secteur privé.
- (34) Le président Bush a été critiqué pour n'avoir pas mesuré l'ampleur des dégâts occasionnés par le cyclone Katrina qui a frappé la Louisiane fin août 2005, et pour la gestion incompétente de cette situation d'urgence par l'organisme fédéral chargé de s'en occuper, la FEMA (Federal Emergency Management Agency).
- (35) En remplacement de Sandra Day O'Connor, Bush a d'abord nommé une de ses proches, manifestement insuffisamment qualifiée, Harriet Miers. Après le retrait de cette candidature, demandé notamment par la droite chrétienne, il a nommé un vrai conservateur d'origine hispanique, Samuel Alito, qui suscite les foudres des libéraux et des modérés.
- (36) L'homme fort de la Chambre des représentants, Tom DeLay, est soupçonné de malversations ; au Sénat, le leader des républicains, Bill Frist, est pour sa part accusé de s'être personnellement enrichi de façon douteuse ; enfin, un célèbre lobbyiste républicain, Jack Abramoff, a enfreint à plusieurs reprises les règles anti-corruption.

(37) Le directeur de cabinet de Dick Cheney, Lewis “ Scooter ” Libby, est soupçonné d'avoir révélé à la presse que Valerie Plame, l'épouse du diplomate Joseph Wilson était un agent secret de la CIA,. But de l'opération : discréditer Wilson, car celui-ci, suite à un voyage organisé par la CIA, avait révélé que les informations selon lesquelles Saddam Hussein avait cherché à acheter de l'uranium au Niger étaient infondées. Or il s'agissait là de l'un des éléments utilisés par l'administration — jusque dans le discours sur l'état de l'Union de George W. Bush en janvier 2003 — pour démontrer l'avancement des programmes nucléaires de l'Irak.

(38) Voir le sondage Pew du 17 novembre 2005, “ Opinion Leaders Turn Cautious, Public Looks Homeward ”, disponible à l'adresse : <http://people-press.org/reports/display.php3?ReportID=263>.

(39) Le sénateur John McCain, ancien prisonnier de guerre torturé au Vietnam, a réussi à rassembler une coalition au Sénat et à la Chambre pour faire voter une interdiction généralisée de la torture par les forces américaines où que ce soit dans le monde, et quelle que soit la nationalité de la personne soupçonnée. Le président Bush a été contraint de voter cette loi le 18 décembre 2005, alors qu'il s'y était opposé.

(40) L'administration Bush a réformé le mode de remboursement des médicaments pour les personnes âgées, ce qui a considérablement alourdi la facture du programme “ Medicare ”.

(41) Voir à ce sujet David Von Drehle, “ Wrestling With History ”, *Washington Post*, 13 novembre 2005.

(42) Robin Wright, Glenn Kessler, “ At State, Rice Takes Control of Diplomacy ”, *Washington Post*, 31 juillet 2005.

(43) Karen Hughes est l'une des plus proches conseillères de George Bush ; elle est à présent “ chargée de la diplomatie publique ” au Département d'État.

(44) Le vice-président a dirigé une commission chargée d'examiner les réformes nécessaires dans le secteur de l'énergie en 2001, mais il a refusé de révéler qui il avait consulté pour cela ; de nombreux observateurs lui reprochent son manque de transparence et d'avoir privilégié les intérêts industriels au détriment des autres points de vue.

(45) Je tiens à remercier Jeremy Shapiro, Phil Gordon, Philippe Errera et Walter Russell Mead pour leurs remarques et leurs conseils.